L'ABEILLE.

Officiel de l'Etat, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI MATIN, 3 JUIN 1835.

FOR PRESIDENT.

MARTIN VAN BUREN.

FOR VICE PRESIDENT:

R. M. JOHNSON.

LA CREVASSE MORGAN.

La curiosité que le désir de faire connaître au manière exacte les dommages occasionnés La crevasse qui s'est faite devant l'habitation Morgan nous a engagé à nous rendre sur les dans la journée d'hier, afin de pouvoir juger par même si les bruits que l'on répandait sur ce dé- effroyable ne s'écartaient pas de la vérité ; trois d'heure avant d'arriver à l'endroit, les mugisse- des brisans nous indiquaient que nous devions encore assez éloigné du lieu de cette catastrophe distance que nous avancions, le bruit des lames qui s'entrechoquaient d'une manière beaucoup plus dis- tincte, nous annonçaient que dans peu d'instans nous arriverions à cet endroit de misère et de calamité ! Nous fûmes épouvanté à la vue de ce lac formé en si peu d'heures sur ces plaines immenses, qui deux jours auparavant, semblaient promettre à la Louisiane une année d'heureuses moissons. En rendant compte de ce sinistre, c'est avec douleur que nous nous voyons obli- gé d'annoncer que nos concitoyens Lanaux, Depuy, Dufau, Saul, Morgan et tant d'autres de nos respec- tables escriers, vont se trouver, sinon totalement ruinés, du moins arriérés pendant des années

La crevasse, telle qu'elle existe maintenant, est d'en- viron un arpent et demi de largeur, sur quinze à vingt pieds de profondeur. La masse d'eau qui en sort avec une force prodigieuse, a déjà couvert une vaste por- tion de terres environnantes, à une hauteur de trois à six pieds.

Les établissemens qui se trouvent sur l'habitation Morgan, n'ont pas été détruits comme on l'avait an- noncé ; une partie des barrières a été aux aussi enlevée. D'après le dire d'experts, tous les efforts que l'on fera pour arrêter cette crevasse seront inutiles ; la baisse du fleuve pourra seule y porter remède.

Puisse ce grand désastre servir d'exemple aux ha- bitans de cette paroisse, et les engager à prendre quel- ques mesures pour éviter à l'avenir de pareilles calà- mités.

Nous avons observé pendant la route, que le mau- vais état de certaines parties de la levée au-dessous de l'habitation Cucullu fait craindre une autre crève- se, et nous croyons que si l'on n'y porte immédiate- ment des soins, ce malheur ne tardera pas à arriver.

En résumé, nous dirons que toutes les habitations qui se trouvent à plusieurs lieues de celle de Morgan, seront probablement submergées avant ce soir, et les récoltes détruites entièrement.

LES CREEKS.

Dans notre feuille de Lundi dernier nous avons an- noncé que le maître de poste de Columbus, M. James Van Ness, avait expédié un parti d'Indiens amis pour tacher de recouvrer les malles contenant le courrier lesquelles avaient été probablement abandonnées sur la route après l'attaque des voitures, et pour savoir en- fin quel pat être le sort des passagers.

Une lettre du même maître de poste, datée de Co- lumbus le 17 mai à 11 heures du matin annonce que ces Indiens étaient revenus et qu'ils rapportaient qu'à leur arrivée à l'endroit où les malles furent insidées ils trouvèrent sur la route la voiture, le wagon trans- portant les valises et les cadavres de trois hommes. Il y avait aussi deux chevaux morts. Ils déclarèrent qu'ils virent dans le waggon trois grandes valises intactes et une grande quantité de gazettes disperses sur le che- min ; qu'ils commençaient à ramasser les journaux lorsqu'ils aperçurent un Indien à une petite distance d'eux. Il leur sembla être un espion ; car après s'être assuré de ce qu'ils faisaient, celui-ci disparut soudai- nement dans un taillis où selon toutes les apparences une masse considérable d'ennemis devait se trouver. Les hommes de l'expédition jugèrent qu'il était pru- dent de battre en retraite sans perdre de temps Ils arrivèrent donc à Columbus sans avoir pu réussir dans leur entreprise.

Le maître de poste ajoute que tout est dans dans la plus grande confusion à Columbus. Il n'y avait aucun système de défense, aucune organisation ;—mais seu- lement de l'anarchie. Deux cents hommes, dit-il, pour- raient protéger la route jusqu'à Montgomery en atten- dant que les troupes arrivassent mais tout le monde voulait commander et personne n'était disposé à obéir.

M. Van Ness fait observer avec assez de raison qu'un seul officier supérieur qui viendrait au nom du gou- vernement général réussirait à rétablir promptement l'ordre et la tranquillité, et maintiendrait les frontières dans un état de sécurité parfaite. Quant aux propriétés, ajoute-t-il, il n'y tant plus compter : elles sont entière- ment détruites.

Le bateau à vapeur *Hyperion* dont nous avons parlé dans le même numéro de lundi dernier était de retour à Columbus. Il n'y avait eu de tué que l'ingénieur dont des restes ont reçu la sépulture à l'arrivée du bateau

Un corps de volontaires de la Mobile, donné le corps de carabiniers est parti de cette ville samedi der- nier dans le bateau à vapeur *Fanor* et dans une barge pour se rendre à Claiborne : Il y avait environ 80 hom- mes tous très bien équipés et animés du désir de défen- dre le territoire de l'Alabama. Ils avaient avec eux 100 chevaux qui doivent leur servir dans la campagne na- tionale. C'est dit-on la seconde compagnie de ce nom- bre, partie de la Mobile pour le théâtre de la guerre.

Nouvelles d'Angleterre de 6 jours plus récentes.

Le navire paquebot *Pacific* arrivé à New-York le 15 du mai dernier, venant de Liverpool d'où il est parti le 14 a apporté des journaux de cette ville jusqu'au jour de son départ, apportant des dates très récentes de Londres et de Paris. Nos lecteurs trouveront dans les extraits que nous publions aujourd'hui ce qui nous a semblé le plus important en fait de politique. Nous an- nonçons avec regret que le marché au coton de Liver- pool était languissant, et que les prix de cette denrée avaient baissé de 3 1/8 d.

Les dates de Londres du 12 font mention que la Chambre des Députés de Paris, dans la séance de sa- medi 9 avril, s'était occupée de deux pétitions, l'une demandant la translation à Paris des cendres de Na- poléon, et l'autre pour rappeler la famille du GRAND BONNE sur le sol français. La première pétition fut renvoyée au ministre de l'intérieur, et la seconde fut rejetée. La fin des discussions n'a pas été aussi intéressante que le commencement l'avait fait espérer ; el- le se borna simplement à démontrer les craintes du roi, pour lequelles la majorité de la Chambre mon- trait la plus grande sympathie ; elles reposaient sur ce point, que la présence de la famille de Napoléon en France pourrait bien ébranler le trône de juillet. Et même, le Conseil des Ministres a pensé qu'il serait dangereux de permettre le transport à Paris des cen- dres du Héros en tant que cette circonstance pourrait ranimer les affections populaires en faveur de celui qui, de son vivant était l'idole de la nation: et quoique le gouvernement ait paru défait sur ce point, il est plus qu'probable que par le résultat de la question, la vic- toire lui restera ; car, la pétition, ainsi renvoyée au mi- nistre, épouvera sans doute le sort de celles qui l'ont précédée ; c'est à dire qu'elle restera ensevelie dans le portefeuille sans qu'elle ait jamais la chance de re- voir le jour. En addition aux arguments de M. Thiers pour le rejet des pétitions M. Dubois, sous le point de vue de politique et de nécessité absolue combattit aussi la mot on de l'adoption, en alléguant que Napoléon, pour des motifs de prudence, avait péri dans l'exil. Telle devait être, dit le député la punition qu'il méri- tait pour son ambition et son despotisme. Ce serait donc un outrage à la Providence que de déplacer du rocher de Ste. Hélène les restes qui y sont ensevelis ; ce serait également rendre nulle la salutaire leçon que cet exemple a dû donner à tous les tyrans du monde.

Les journaux de Paris ont traité ce sujet avec la plus grande froideur. Ceux qui sont sous l'influence des destructeurs ou du ministère ont approuvé le vote de la Chambre. *Le Courrier Français* a faiblement témoigné une opinion contraire. *Le Constitutionnel* a plus que jamais gardé son indécision accoutumée. *Le National* et le *Bon Sens* seuls ont désapprouvé le vote. En géné- ral, le public s'est montré très apathique sur cette grande question.

Les nouvelles du Nord de l'Espagne, données par les journaux Parisiens n'offrent rien de bien impor- tant. Cependant on a vu avec horreur un ordre du jour du général Bernelle, commandant de la légion française au service d'Isabelle, prescrivant qu'en me- sure de représailles pour les meurtres commis sur nous des sujets de cette légion, il ne serait fait à l'ave- nir aucun quartier aux espagnols. Une lettre de Ba- yonne annonçait que la ville de Pancia avait été enle- vée par assaut par un parti de troupes débarquées de l'escadre anglaise.

Une dépêche de Dublin du 8 avril parlait d'un nouveau complot formé en cette ville : par le moyen d'une mi- ne, on avait fait sauter la grande écurie du roi Guil- laume IV, située à Green Collège.

L'agitation se fit entendre entre midi et 1 heure ; elle fut si violente que tout le quartier s'en ressentit ; la plus grande consternation régna pendant quelques minutes parmi les habitans de Dublin : on ne savait ce que c'était que occasionnait cette terrible détonnation. On s'aperçut plus tard que la statue du roi avait été introduite par le moyen d'un petit trou fait exprès dans la voûte du dôme du cheval.

[illegible] à l'Hôtel de ville. William Moore et qui passa pour [illegible] une [illegible] récompense de 200 livres sterling à celui qui arrêterait les auteurs de ce méfait, et 50 livres sterl. à quiconque donnerait telle information privée qui pût conduire à les faire découvrir.

La quantité de poudre employée a dû être considé- rable, car le bloc ocsier pesait environ 1300 livres. La façon radicale parisienne se réjouir de cette circonstance. On avait envoyé du bureau du lord lieutenant plusieurs messages au chef de police de Collège street [illegible] de prendre toutes les investigations au sujet de cet événement.

On lit dans le *Baltimore American* du 17 :—Mardi dernier, la rivière Ohio se trouvait avoir baissé de 5 pieds, à Wheeling, Virginie, dans le chenal. Il n'y a eu cependant aucune interruption dans la navigation des bateaux à vapeur ; les batimens d'une classe ordinaire pouvaient comme de coutume remonter la rivière jus- qu'à Pittsburg.

CONGRES DE WASHINGTON.

Chambre des Représentans—Séance du 17.

Sur la motion de M. Garland il a été résolu que le bureau et les routes de la poste devra s'enquérir de la nécessité d'établir un chemin de poste depuis le fort Jessup et Campti, paroisse des Natchitoches jusqu'à Coat's Bluff, Louisiane.

Sur motion de M. Marn de New-York, résolu que le même comité devra s'enquérir également de la né- cessité d'établir une route de poste depuis l'habitation de Wm Faulkner jusqu'à Donaldsonville, et depuis Baton Rouge jusqu'à Clinton [Louisiane.]

AMERIQUE DU SUD.

Bogota—Des lettres reçues à Washington annon- cent qu'une débacle complète avait eu lieu dans l'ad- ministration de Bogota. Le 21 d'avril, la Chambre des Représentans du Congrès commença et poursuivit avec chaleur la discussion relative à la division de la dette colombienne ; le 2 elle décida que le président avait agi d'une manière inconstitutionnelle en faisant le traité avec les deux autres républiques parce que M. Pombo, secrétaire au département des affaires étrangères, n'avait pas été régulièrement nommé mi- nistre plénipotentiaire au Conseil d'Etat. Le vote sur cette question fut 29 contre 23. Ceci étant une attaque directe contre le président et son ministère, Mrs. Pom- bo, Soss et le général Obando résignèrent immédiate- ment leurs emplois respectifs Le lendemain au matin, le président Santander envoya un nouveau message demandant qu'une investigation fut faite de sa conduite officielle. Toutes ces choses produisirent une grande effervescence et plusieurs projets de bills des plus abu- sifs. Le vendredi suivant, la Chambre des Représen- tans vota que le sentiment public se prononçait con- tre elle décida à une forte majorité que ce qu'elle avait fait n'était pas un vote définitif ; que ce n'était qu'une première lecture. Le 29 la division primitive fut obli- gée et renversée ; la Chambre déclara par une majo- rité de 26 contre 24 que les actes du président étaient constitutionnels. Cette mesure rétablit en quelque sor- te la tranquillité générale ; mais les ministres n'a- vaient pas encore repris leurs fonctions. Les lettres annoncent également que la plus grande partie des membres de la Chambre avaient écrit aux trois minis- tres déchus, pour les prier de revenir à leurs postes respectifs.

Dans cette intervalle, on assurait que le président avait fait de nouvelles nominations, mais qu'aucune des personnes élues, n'avaient voulu accepter les em- plois alléguant pour raisons qu'elles n'avaient pas les capacités requises.

Le Rapport suivant lu à la séance du conseil géné- ral du lundi, a été envoyé à l'impression. Nous le cro- yons d'une nature tellement intéressante pour les que- tions qui y sont traitées que nous avons jugé convena- ble de le publier dans notre journal.

A MESSIEURS LE RECORDER ET MEMBRES DU CONSEIL DES TROIS MUNICIPALITES REUNIES.

Messieurs,

Le comité choisi par vous à l'effet d'examiner les travaux de la compagnie du desséchement, à l'honneur de vous rapporter que, dans l'exécution de leur de- voir, les membres de ce comité se sont d'abord pré- sentés au président de cette compagnie, afin d'obtenir de lui les renseignemens nécessaires pour mieux ap- précier la nature des travaux d'une corporation, créée par la Législature de l'Etat de la Louisiane, dans des vues unique de bienfaisance et d'humanité. C'est avec une vive satisfaction que votre comité vous don- ne l'assurance que tous les documents essentiels, tous les faits importans et tous les renseignemens utiles ont été soumis par le président de cette compagnie à votre comité ; lequel se trouve aujourd'hui à même de pouvoir vous fournir tous les faits, tels qu'ils se trou- vent consignés dans les pièces et documents qui ac- compagnent ce rapport, et qui peuvent servir à l'in- telligence d'opérations et de projets d'une institution dont l'existence est d'une aussi haute importance pour les trois municipalités réunies, tant par le but de la phi- lantropie pour lequel elle a été créée, que par la mag- nitude de la somme pour la quelle elles s'y trouvent intéressées.

Le comité chargé à l'honneur de vous exposer que la compagnie du desséchement fut incorporée par un acte de la législature du 19 mars 1835. Que les commis- saires nommés, conformément aux pouvoirs qui leur étaient imposés, ouvrirent dans la ville de la Nouvelle- Orléans, et pendant dix jours les livres de souscriptions. La cinquième section de cet acte qui autorisait les commissaires à fermer, à l'expiration des dits dix jours, les livres de souscriptions, et à réduire le mon- tant des actions souscrites dans le cas qu'elles monte- raient à une somme plus forte que celle d'un million de piastres. Somme qui d'après la charte devaient for- mer le fond capital de la dite institution, autorisait aussi les directeurs à les rouvrir dans le cas que la somme capitale d'un million de piastres n'eût pas été souscrite. Dans ce premier délai et conformément à la 4me. sec- tion dudit acte, le trésorier de l'Etat de la Louisiane souscrivit pour une somme de $50,000; le maire de la ville de la Nelle-Orléans malgré ses sages remontran- ces souscrivit pour une somme de $350,000 ; les commissaires de la dite compagnie ne recurent que pour une somme de $57,100, de souscriptions particulières. Les directeurs de la dite compagnie pensant que cette somme de $457,100 ; était plus que suffisante pour atteindre le but pour lequel elle avait été créée, ne jugèrent pas convenable de rouvrir les livres de souscriptions et commencèrent les opéra- tions. Mais un capital, dont la souscription de la cor- poration de la dite ville de la Nouvelle-Orléans fut ainsi la plus grande part, et, votre comité vous prie d'ob- server, était moindre que la moitiée de la somme jugée nécessaire par la législature de l'Etat de la Louisiane, pour mettre ses vues en exécution. La compagnie du desséchement allégue pour raisons que l'éloignement qu'éprouvaient les particuliers pour une entreprise que leur paraissait gigantesque, et ne pas devoir don- ner aucun résultat satisfaisant, est la cause qu'une plus forte souscription n'ait pas été reçue ; Alors la compagnie du desséchement s'est vue obligée de com- mencer ses opérations avant d'avoir obtenu le fond ca- pital de un million de piastres, et faisant un essai, qui dans son opinion devait obtenir un résultat heureux et paru convaincre les plus incrédules. Jusqu'à quel point les intérêts particuliers de la corporation ont été con- sultés dans cette circonstance, votre comité s'abstient de donner aucune opinion positive. Mais, contraint par la force de la vérité, votre comité avoue que tous les actes, toutes les opérations de la compagnie du dessé- chement ont été sans relâches tournés vers le but d'u- tilité publique et de philantropie pour lequel elle a été créée, eu égard à la modicité de la somme déboursée par elle jusqu'aujourd'hui, et les difficultés sans nombre qu'elle a rencontrées dans le court espace de temps qui s'est écoulé depuis qu'elle a commencé ses opérations. La compagnie du desséchement conformément aux devoirs qui lui étaient tracés par la 9ième section de l'acte d'incorporation, divisa en plusieurs sections les terres qu'elle était obligé de dessécher, et commen- ça à opérer sur celle qui est comprise entre le canal Carondelet, le bayou St-Jean, et le chemin du Bayou; à cet effet la dite compagnie, après avoir fait tous les pré- paratifs pour faire écouler les eaux stagnantes et séjour- nant sur les terres, formant la première section, dans le canal Girod, ou autrement appelé le canal d'égout, établit à la jonction du canal Girod avec le bayou St- Jean, les machines à vapeur et autres installations ju- gées nécessaires par elles pour égouter entièrement cette première section. D'après l'assurance qui a été donnée à votre comité par le président de la dite Com- pagnie, et votre comité n'a aucune raison d'en douter, tant par la confiance honorable dont jouit à juste titre dans la société, le président de cette Compagnie que par ce que les membres de votre comité ont pu voir par eux mêmes, ces travaux ne se trouvent arrêtées que par l'essai qu'elle fait d'une roue nouvelle, qui, si elle ne répondait pas aux espérances de l'ingénieur, pourrait facilement être changée ; aussitôt que cette roue prin- cipale, qui doit servir à prendre les eaux du bassin ou réservoir qui reçoit les eaux du canal Girod, et les ver- ser dans le bayou St Jean, sera en pleine opération ce qui, dans l'opinion de ce comité, aura lieu dans quel- ques jours, alors la Compagnie, sera prête à desgêcher complètement et dans l'espace de quarante huit heures toutes les terres basses et marécageuses qui se trou- vent dans la première section, et sont comprises par la ville, le canal Carondelet, le bayou St-Jean et le che- min du Bayou. Jusqu'au 19 de ce mois toutes les dépen- ses de la dite compagnie se montent à la somme de $51,814 ; et 14 cts compris les salaires d'officiers, achat de machines à vapeurs et de 14 esclaves pour le comp- te la compagnie.

Votre comité expose en outre qu'il entretient une forte appréhension qui malgré tout le tems et l'argent employé à l'effet d'accomplir des vues aussi louables, que la compagnie ne se vote tout à fait arrêtée dans sa marche et, par conséquent, que les trois Municipalités réunies ne se trouvent privées, du moins pour longtems encore, des avantages, qu'on avait lieu d'attendre de la création de cette compagnie. Elle se plaint amère- ment, que l'estimation donnée, par les estimateurs aux propriétés formant la première section, est une estima- tion tellement exagérée et tellement hors de toute pro- portion avec la véritable valeur des dites propriétés, qu'elle se trouve dans l'impossibilité de continuer plus avant ses opérations sans s'exposer à ne recueillir pour tout fruit de ses travaux que perte et décourage- ment.

A cet effet, elle cite pour exemple, la propriété sche- dé il y a deux ans, à M. le Blanc par la corporati- on de la ville de la Nouvelle-Orléans, pour la somme de $45,000, et qui est aujourd'hui la propriété exclusive de la première Municipalité extraction faite des terres diverses ; faisant partie de cette habitation et qui ne sont pas comprises parmi celles à dessécher, les terres basses et marécageuses ont été évaluées par les es- timateurs à ci comme il appert par leur calcul ci-joint à la somme de $128,000 ; calcul qui, à ce que prétend la compagnie du desséchement, s'il était fondé sur la vé- rité, devrait porter à $200,000 la valeur actuelle d'une propriété qui a coûté il y a 2 ans $45,000 ; ce qui lui laisserait donc un si court espace de tems rien qu'on y ait fait aucune autre amélioration qu'un cimetière, une valeur additionelle de plus de $100,000. Dans la seconde section, face à l'incorporation, les directeurs de la compagnie sont autorisés à se pourvoir de- vant la cour de district, afin de faire changer les estimations faites par les premiers, qui dans l'opinion des directeurs paraîtraient exagérées. Mais cette section de l'acte exige aussi que ce pouvoir ne leur donne lieu aux six mois [illegible] qui suivront l'estimation des terres. Ainsi, les directeurs se trouvent dans la triste alternative, ou de se conformer à cette estimati- on, ce qui lui causerait des pertes irréparables, ou de se pourvoir devant les tribunaux, à l'effet de faire réduire cette estimation, de laisser ces terres telles qu'elles se trouvent, ce qui doit tout à fait arrêter ou du moins pa- ralyser ses opérations, en raison des délais qui accom- pagnent nécessairement les contestations en causes et les affaires litigieuses devant les tribunaux de justice, surtout au moment où ils vont ajourner ; circonstance qui devra contraindre la compagnie à passer à une au- tre section ou à porter ailleurs les offres de ses bienfai- santes œuvres.

Votre comité, après avoir mûrement réfléchi sur la situation de la compagnie du desséchement, relati- vement à celle des trois Municipalités réunies, formant anciennement la corporation de la ville de la Nouvelle- Orléans, et après avoir pris en considération le princi- pe, que le conseil des trois Municipalités réunis, ne peut en aucune manière, tant d'après l'esprit que les clauses de l'acte supplémentaire d'incorporation de la ville de la Nouvelle-Orléans, non statuer ni agir sur des intérêts qui concernent exclusivement une des trois Municipalités, puisqu'il est vrai que les terres dont l'estimation paraît être si exagérée à la compagnie du desséchement, sont, ou la propriété particulière de la première Municipalité ou situées dans cette Municipa- lité, se trouve dans l'impossibilité de recommander à votre honorable corps aucune mesure tendant à chan- ger l'état actuel des choses, ou à fournir à la compa- gnie du desséchement aucun soulagement, ne recon- naissant ce droit que dans le conseil de la première Municipalité, et laissant à la sagesse et aux vues libé- rales des membres de ce conseil tout droit d'action sur les griefs, bien ou mal fondés, de la compagnie du des- séchement.

Il est arrivé à New-York, le 15 du mois dernier, 1419 passagers, venant de Liverpool. Une gazette de cette ville annonce qu'on attend d'Irlande environ 50,000 émigrants.

CONSEIL GENERAL DE LA PREMIERE MUNICIPALITE.

Le conseil général s'est assemblé conformement à l'ajournement

Le Recorder président du conseil ayant appelé les membres à l'ordre, et invité le secrétaire à faire l'ap- pel nominal, les membres présens furent Messrs. Ac- mas, Bertus, Barthe, Canon, Cougot, Freret, Guillot, High, Jokus, Kilshaw, Lafargue, Laurent, Lesseps, Marigny, Mercier, Peters, Philipe Pichot, Pitot, Ro- selius, Hubert, Stringer, Sloo, Thomas, Breedlove et Yorke, 26 membres.

Après lecture et appropriation du journal de la séan- ce précédente, Mr. Armas a présenté un résolution déclarant que Mr. Breedlove, collecteur de la Douane en cette ville ne pouvait occuper un siège dans le con- seil général.

Sur motion de Mr. Armas, la dite résolution a été ré- férée à un comité spécial.

Messrs. Armas, Kilshaw et Peters ont été nommés de ce comité.

Mr. Canon, rapporteur du comité chargé de s'en- quérir des qualifications de Mr. D. Prieur dit Maire de la Nouvelle Orléans, a présenté un rapport accom- pagné de la résolution suivante, lesquels ont été adoptés.

Résolu que Mr. Désiré Prieur est dûment élu Maire de la ville de la Nouvelle Orléans, et qu'il a droit d'oc- cuper le dit emploi.

Mr. Thomas rapporteur du comité chargé de s'en- quérir des travaux de la compagnie du desséchement a présenté sur cet objet un rapport, lequel, sur motion de Mr. Canon devra être imprimé et mis à l'ordre du jour pour la séance prochaine.

Lecture a été faite d'un message du Maire en date du 26 du courant.

Le 1er. article de ce message invitait le conseil à statuer sur les émolumens des officiers employés dans le bureau du maire.

Mr. Canon a présenté une résolution fixant à $—— le salaire du 1er. commis, à $—— le salaire du 2nd commis, et à $—— le salaire du constable de la mai- rie.

Le conseil s'étant disposé de ses règles, une mo- tion faite par Mr. Mercier de référer le susdit article du message à un comité a été rejetée.

Mr. Pichot a fait une motion de remplir le 1er. blanc par $1560.

Le substitut suivant présenté à la résolution précé- dente par Mr. Armas a été adopté, une motion de rejet dudit substitut faite par Mr. Canon ayant été décidée dans la négative.

Résolu que la somme de trois mille neuf cent vingt piastres est et demeure annullement appropriée pour le paiement des salaires des personnes employées au bureau de la mairie, laquelle somme sera prélevée sur les fonds appropriés à cet effet pour les dépenses imprévues et dépenses incidentes, et sera payée par les trésoriers ci-celles sur un mandat du maire dans la proportion des taxes sur les propriétés foncières dans les dites municipalités conformément à la loi

L'appel nominal demandé sur la motion de rejet du substitut précédent a produit le résultat suivant : Pour l'affirmative, Messrs. Bertus, Boligny, Cougot, Mercier, Pichot, Roselius, Stringer et Thomas, 8 oui— Pour la négative, Messrs. Armas, Bertus, Barthe, Fré- ret, High Hubert, Johns, Kilshaw, Lafargue, Laurent, C. Lesseps, Marigny, Peters, Philips, Sloo, Breedlove et Yorke, 17 non.

Le Mr. Pichot et Roselius ont motivé leur vote comme suit : "nous voyons pour le rejet du susdit titre presque ses dispositions sont contraires au paragraphe 6 de la section 20 de l'acte de la Législature, approuvé le 8 mars 1835 (signé) A. W. Pichot, C. Roselius.

Le second article du message invitait le conseil à statuer sur les voyers des Municipalités devront dresser les comptes des particuliers dans leurs limites respec- tives pour les remboursemens de pavage dû à la cas ans d'amortissement.

Sur motion de M. Pichot amendée par M. High. le dit article a été référé à un comité spécial, et devra être imprimé.

MM. Pichot, Barthe et Marigny ont été nommés de ce comité.

Le troisième article du message invitait le conseil à autoriser les commissaires de la caisse d'amortisse- ment à nommer un avocat pour défendre les procès institués contre la ville.

Sur motion de M. Canon le conseil à pris en con- sidération et adopté la résolution suivante qui était à l'or- dre du jour.

Sur motion de M. High le blanc ayant été rempli par $6000, résolu qu'il soit nommé au scrutin, par le conseil général un avocat chargé de défendre les pro- cès intentés contre la corporation de la Nouvelle-Or- léans, lequel sera en même temps soumis aux réquisi- tions du maire et du conseil général et qui recevra un salaire de $2000, par an.

Sur motion de M. High, résolu que préalablement à l'élection de l'avocat du conseil général, le conseil ait un recès de cinq minutes. A l'expiration de ce délai, le conseil ayant repris sa séance, M. Pichot a demandé que le secrétaire fasse l'appel nominal des membres. Ces membres présens furent : Mrs. Armas, Bertus, Barthe, Canon, Cougot, Freret, Guillot, High, Lafar- gue, Laurent, C. Lesseps, Marigny, Mercier, Philips, Pichot, Roselius Hubert et Stringer, 18.

Membres absens Mrs. Boutigny, Baisson, Caldwell, Crozat, Duplessis, Graillhe, Guesnon, Guirot, Hepp, Johns, Kilshaw, A. Lesseps, Mans, Delacroix, Per- cy, Peters, Pitot, Sloo, Thomas, Breedlove, Wilcox et Yorke, 23 absens.

Sur motion le conseil général s'est ajourné à mercre- di prochain premier de juin à 5 heures de l'après-midi.

Suite des dernières Nouvelles d'Europe.

PARIS, 9 Avril.—Un bâtiment, chargé de sel pour St. Malo, ayant fait une voie d'eau dans la dernière tempête, fut abandonné par le capitaine et tout l'équi- page. Un mousse, oublié à bord, fit jouer les pompes constamment. Le vent ayant chassé le bâtiment dans la baie de Granville, un pilote aperçut la chemise du mousse qui flottait au bout d'une corde de signal, aborda le bâtiment auquel il entra dans le port.

Un bâtiment hollandais fut jeté par la même tour- mente, près de Sarteau, département de Morbihan

A Saunur, trois maisons furent renversées par la violence du vent ; tous les habitans, à l'exception de deux, furent écrasés sous les débris.

—Quatre individus ont été arrêtés et seront jugés pour avoir exposé des guirlandes de fleurs sur les tom- beaux de Pelpin et de Morey.

L'acte d'accusation porte qu'en vertu de la loi de septembre, ils sont coupables d'avoir employés des emblèmes séditieux, tendant à exprimer leur adhésion à un principe autre que celui du gouvernement.

—Le procès d'une bande d'environ 40 voleurs, qui doit commencer en mai, occupera la Cour d'Assises pendant un mois.

—On lit dans la *Gazette d'Augsbourg*, sous la rubri- que de Rome, 26 mars : "La promotion de cardinaux annoncée pour cette époque est remise aux fêtes de St. Pierre. Les affaires de la Suisse occupent forte- ment le haut clergé, mais il faut espérer que les négo- ciations entamées réussiront complètement. Tous les actes de l'église sont empreints de plus pur esprit de conciliation. Les voyageurs se rasemblent dans la ville antique pour assister aux belles cérémonies de la semaine Sainte. "

—On, lit dans le *Mercure de Souabe*, sous la rubrique de Smyrne, 13 mars : "Une fièvre maligne dévaste la haute Egypte. Méhemet Ali se préparait à s'y rendre pour étouffer la rebellion qui a éclaté, mais il a changé d'intention. Les finances du Vice-roi sont dans un tel état d'embarras, qu'il a été obligé de congédier le plus grand nombre des européens qui servaient sous ses ordres. Aucun doute n'a encore été exprimé sur la grande importance que l'Angleterre attache à l'exé- cution du firman du Sultan, mais on croit que le Pacha ne s'y soumettra qu'à la dernière extrémité.

Les nouvelles de Carlisle annoncent que cette ville jouit d'une profonde tranquillité. La suppression du monopole a produit le meilleur effet sur les récoltes ; l'huile est abondante et le commerce prospère. Des lettres de Césarée portent que les habitans ont aban- donné le pays, à cause des fréquentes secousses de tremblement de terre.

—Une lettre de Moscou, du 28 février, porte que l'hi- ver y a été des plus rigoureux. On s'y attend à des dommages considérables lorsque viendra le dégel. Le thermomètre a marqué plusieurs fois 35 degrés de Réa- umur, au dessous de zéro. Le 23 janvier, le jour le plus froid de l'hiver, une sentinelle fut gelée à son pos- te, et un courrier arriva arrêté de quatre chevaux, le conducteur et deux voyageurs ayant été gelés en route.

PARIS, 8 AVRIL.—On lit dans l'*Estafette* de Toulon, sous la rubrique d'Alger, 29 mars : "Demain une ex- pédition part pour Belida, Medeah, Coleah et Medi- annah, afin d'occuper la province de Titfer. Six tri- bus de la province d'Oran viennent de faire leur sou- mission. Joseph est sur le point de prendre posses- sion de Constantine. Tout réussit."

Le conseil de ville de Paris a ouvert un crédit de 5 millions et demi pour les améliorations projetées dans la capitale.

Le commerce des soieries était très actif à Lyon, en conséquences d'ordres considérables reçus d'Angle- terre.

—Un incendie a détruit à Soulaire, département d'Eure et Loire, 40 maisons et réduit leurs habitans à la misère. On attribuait ce désastre à un incendi- aire.

PARIS, 4 AVRIL.—Les avalanches ont causé de grands dommages dans le voisinage du Grand St. Ber- nard. Un grand nombre de personnes ont péri. Dans le canton de Tessino, à Melano, un chalet sur le haut d'une montagne disparut subitement après une chûte considérable de neige. Dans les journées du 27 et 28 février, quatre des plus courageux habitans de la com- mune se décidèrent à s'assurer du sort des propriétai- res du chalet. Le 28, ils se mirent en marche. Le premier jour, après 14 heures de travail, ils arrivèrent au chalet, qu'ils trouvèrent situés en toute autre saison au bout de deux heures. Ils trouvèrent le chalet ensevelis sous une avalanche et ce ne fût qu'après un travail bien pénible qu'ils réussirent à en tirer les cadavres du père et de sa fille, écrasés par la chute d'un énor- me roc avec plusieurs têtes de bétail. La fils, jeune homme de 22 ans, était encore vivant, mais blessé et mourant de froid, de faim et de désespoir. Il avait les pieds gelés. Ses libérateurs l'enveloppèrent de leurs propres habits et redescendirent immédiatement pour ramener un nombre d'hommes suffisant pour por- ter le blessé et retirer les corps morts de la neige.

La Gazette Médicale raconte le cas suivant comme le premier découverte de la petite vérole naturelle en France : "Il y a quelques jours, une femme, à Passy, avait une pustule sur un de ses doigts et une autre sur la lèvre ; on les examina et on trouva qu'ils offraient toute l'apparence de l'inoculation par le vaccin. Elle répondit aux questions qu'on lui adressa que ces pustu- les lui venaient d'avoir trait une vache. Trois enfans, inoculés à l'aide du virus recueilli de ces pustules, qui étaient déjà presque séchées, donnèrent des preuves évidentes de son efficacité."

Le Dr. Bousquet, secrétaire de l'Académie de Mé- decine, a trouvé le virus de la petite vérole naturelle, sur les mamelles d'une vache, à Chaillot. Plusieurs enfans ont été inoculés et ont eu la maladie bien ca- ractérisée, mais sans en courir aucun danger.

—On assure que d'après le désir du maréchal Clau- zel, l'armée d'occupation de l'Afrique sera remise sur le pied primitif de 23,000 hommes, au lieu de 19,000, nombre auquel l'avait réduite le retour en France des régimens employés à l'expédition de Télemecen

Le *Précurseur* d'Anvers annonce la destruction du navire l'*Hirondelle*, le plus fin voilier de la marine belge ; ce bâtiment a été incendié. Ce qui rend cette perte plus déplorable est que, de la riche collection de plantes, arbustes, arbrisseaux, graines et rareté de l'histoire naturelle, recueillie par le capitaine pendant un voyage de dix mois dans les mers du Sud, rien n'a été sauvé. Cette collection était destinée aux éta- blissemens publics de la Belgique.

SUISSE.

PORRENTRUY, 29 mars.

Hier matin, les troupes qui occupaient encore quel- ques communes du Jura catholique, se sont mises en mar he pour retourner dans leurs foyers. Les com- missaires, qui les avaient précédées de quelques jours, ont dû arriver à Berne dans la journée de samedi.

(*Helvétie.*)

—S'il faut en croire les informations qui nous par- viennent, le projet d'accroissement dont on parle pour l'armée autrichienne doit en porter le total effectif à près de 490,000 hommes, milices actives comprises. Ce maximum n'a pas encore été atteint depuis 1833, et dans les deux dernières années l'Autriche n'avait pas disposer de 400,000 combattans. Aujourd'hui l'aug- mentation dont il s'agit ne pourra se réaliser sans des dépenses peu en rapport avec sa situation financière ; cette puissance, après avoir épuisé de grandes ressour- ces en matériel de guerre, fortifications, &c., semblait vouloir des économies : les emprunts ont toujours été difficiles à remplir, et cependant leur réussite est douteuse. Voici, au surplus, l'état des forces que M. de Metternich veut pouvoir montrer à l'Europe, en dépit des dispositions pacifiques et des idées d'épargne de son auguste maître :

Infanterie de ligne, effectif à compléter,	320,000 hmes.
Infanterie légère,	92,000
Bataillons de landwehr mobile,	56,000
Artillerie et génie, &c,	28,000
Cavalerie,	85,000
Régimens de frontières, disponibles pour la guerre.	40,000
Total.	489,000

Maintenant, l'examen des forces des garnisons et de ceux des troupes stationnées en Italie et en Pologne démontre que la moitié des soldats énumérés ci-dessus est nécessaire pour ces trois espèces de service, et que l'Autriche, même en réalisant sa mise au grand com- plet, n'aurait pas, en cas de besoin, des corps d'armée bien formidables à mettre en campagne immédiate- ment. Il est mieux valu donc consacrer sur les troupes de ligne et augmenter la landwehr, ainsi que le vou- laient les archiducs ; mais la politique russe ou plutôt dupe de la Russie a prévalu, et ce ne sont pas les vrais intérêts de l'Autriche qu'elle a à consulter.

—La femme du nommé Joly, filateur de coton, à Lille vient d'accoucher à terme de quatre filles vivantes ; la première est née le 26 février à 11 heures du soir, les trois autres le 27, à 10 heures, 11 heures et midi.

(*Communiqué.*)

MR. L'EDITEUR :

Permettez que je me serve de la voie de votre estimable journal, pour détromper le public, sur un avis publié dans l'Abeille du 25 courant, et signé P. G. Bayhi ; je vous prie de l'informer, que jamais semblable avis n'est en français qu'en anglais n'est sorti de ma plume ; et que je certifi, que la signature qui y a été ap osée n'est qu'un emprunt fait, de mon nom.

Veuillez aussi avoir la bonté de présenter mes sincè- res remercîmens, à celui qui a eu la complaisance, de se charger de l'exécution de mes devoirs, comme secré- taire de la compagnie de la Pompe la Pepsis no. 8, et de le prévenir que je désire finir qu'à l'avenir il ne se donne plus cette peine.

Je suis monsieur, &c.

P G BA